

“La situation de Guilad Shalit est une profonde injustice”

A l'occasion des 20 ans de l'édition française du *Jerusalem Post*, l'Ambassadeur de France en Israël a accepté de faire un point sur sa première année de mandat et ses missions à venir



Propos recueillis par David Kanner

Jerusalem Post : Quelles sont les étapes marquantes de votre première année en tant qu'Ambassadeur de France en Israël ?

Christophe Bigot : D'abord, ma rencontre avec les parents de Guilad Schalit, Aviva et Noam Shalit. Je suis ému par la forte solidarité en Israël autour de la famille. La France reste constamment à ses côtés.

Je reste aussi frappé par ma première visite à Sdérot. Il est naturellement important de se rendre à Sdérot lorsque la ville est la cible de tirs de roquettes, mais il faut y aller aussi en période plus calme, pour soutenir la population, et notamment la communauté française de la ville.

Enfin, la remise des Lettres de créance par le Président Shimon Peres. Il s'est exprimé en français et m'a informé de la transmission par le Hamas d'une vidéo, constituant une preuve de vie de Guilad Schalit. Le président nous a accueillis au-delà des formes exigées par le protocole, témoignant une amitié indéfectible pour la France.

J.P. : Cette amitié est-elle remise en cause lorsque surviennent des événements qui mettent à mal l'image d'Israël dans le monde, comme récemment avec la flottille ?

C.B. : Il faut remettre les choses dans leur contexte. Il y a d'abord eu un choc dans l'opinion mondiale : neuf morts sur des bateaux civils suite à l'arraisonnement israélien. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé une enquête pour comprendre ce qui s'est passé exactement. Israël a mis en place deux enquêtes, une enquête militaire et une enquête civile, avec la présence de deux observateurs internationaux. Nous avons salué cette initiative. Le problème de fond était celui de la pertinence du blocus israélien de la bande de Gaza.

J.P. : Selon vous, le blocus est-il le problème ?

C.B. : Nous avons dit que le blocus ne répondait pas aux objectifs qui lui avaient été fixés par Israël : la libération de Guilad Shalit et l'affaiblissement du Hamas. Guilad Shalit est toujours retenu par le Hamas et le mouvement islamiste n'a semble-t-il jamais été aussi populaire, surtout en dehors des frontières de Gaza. Israël a pris une décision que nous saluons en allégeant le blocus. Avant, tous les produits ou presque étaient interdits. Aujourd'hui, tous les produits ou presque vont être autorisés, a promis le gouvernement israélien. Il faut mettre l'accent sur la sécurité et interdire naturellement tout trafic d'armes, mais il ne faut pas punir toute une population.

J.P. : Mais lorsqu'Israël se retrouve seul à défendre sa version des faits, que reste-t-il de l'amitié ?

C.B. : Vous le savez, la France est l'amie d'Israël. Et le président Sarkozy réitère son amitié chaque fois qu'il en a l'occasion. Mais comme de vrais amis, cela n'empêche pas les conseils et la critique. Elle est légitime dès lors que les



Remise des Lettres de créance par le président Shimon Peres.

opinions divergent. Mais les relations excellent entre les deux pays. A tous niveaux.

J.P. : Israël souffre toutefois d'un problème d'image en Europe, et en France...

C.B. : Oui et cela fait partie de notre mission. Nous devons expliquer la situation complexe, ne pas céder aux simplifications. Nous devons aussi dire qu'il n'y a aucune fatalité. D'ailleurs, les relations franco-israéliennes n'ont jamais été aussi bonnes depuis la période de l'âge d'or entre la naissance de l'Etat d'Israël et 1967. Nous devons toujours, nous Européens et Français, avoir le passé tragique du peuple juif en tête. Nous devons toujours nous rappeler la Shoah. Et des crimes commis en France. Le président Jacques Chirac, dans son discours de commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv en 1995, l'a rappelé. Nous devons aussi savoir que c'est en France où les Justes ont été les plus nombreux. Nous rappeler des mouvements de la Résistance. Certes il y a eu Munich. Mais la France a aussi été la première aux côtés de l'Angleterre à déclarer la guerre à l'Allemagne. Il faut ce regard historique pour éclairer nos liens à Israël. Et comprendre Israël.

Puis, les visites ne cessent jamais entre les deux pays : le président Sarkozy, le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, à plusieurs reprises, et, encore récemment, Xavier Bertrand, le secrétaire général d'une des grandes formations politiques françaises, l'UMP, ou Claude Goasguen, le Président du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale, accompagné d'une importante délégation de parlementaires français.

J.P. : Vous implantez un nouveau centre culturel français à Gaza. Pourquoi ?

C.B. : L'image d'Israël dépend aussi de l'avancée du processus de paix. C'est aussi dans la coopération économique et culturelle entre Israéliens et Palestiniens que les choses avancent. La France peut être ce trait d'union-là. Le Centre culturel de Gaza est un lieu de libertés pour les jeunes générations. Il faut toucher les opinions publiques. La paix passe par elles. Nous encourageons, grâce à des programmes d'étudiants, les jeunes Palestiniens à voyager pour voir et entendre autre chose. Nous souhaitons créer le plus de diversité et d'échanges possibles.

J.P. : Où en est le processus de paix ?

C.B. : Nous encourageons des pourparlers directs entre les deux parties, israéliennes et palestiniennes. Nous pensons que c'est la condition *sine qua non* pour garantir la sécurité d'Israël et favoriser la création d'un Etat palestinien. Il faut faire des choix douloureux de chaque côté, nous en convenons. Le Premier ministre Binyamin Netanyahu le sait. Dans son discours de Bar-Ilan, il plaide en faveur d'un Etat palestinien.

J.P. : Quel rôle joue la France dans ce processus ?

C.B. : La France comme nation méditerranéenne a un rôle

déterminant dans la région. Elle est amie de beaucoup de pays arabes voisins d'Israël, l'Autorité palestinienne, la Syrie, le Liban, le Maroc, l'Egypte... Elle peut jouer ce rôle d'intermédiaire pour favoriser une paix régionale, et intervenir sur des points importants comme la sécurité ou la question des réfugiés, par exemple. L'économie est aussi une clé. La France a soutenu l'entrée en mai d'Israël dans l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

Israël est un pays en forte croissance économique qui ne connaît pas la crise avec 3,5 % de croissance ! La coopération économique peut être le moteur de la paix et favoriser la région dans son entier. C'est le but fixé par l'Union pour la Méditerranée, initiée par Nicolas Sarkozy et dont un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement réunira, je l'espère, tous les acteurs, cet automne à Barcelone.

J.P. : Faut-il d'abord régler la question de la menace iranienne ?

C.B. : Les questions de la paix et de la menace iranienne doivent être traitées en parallèle. La France est aux avant-postes sur le dossier du nucléaire iranien et a joué un rôle moteur aux côtés des Etats-Unis pour l'adoption de la Résolution 1929 à l'ONU. Des sanctions européennes supplémentaires, en plus des nouvelles sanctions onusiennes, contre l'Iran seront adoptées par l'Union européenne ce mois-ci. Le conflit israélo-arabe a ses paramètres propres qui ne dépendent pas seulement de la menace que fait peser Téhéran. Il faut agir car le temps tourne. Les centrifugeuses iraniennes aussi. Le *statu quo* alimente les extrémismes.

J.P. : Cela fait quatre ans que Guilad Schalit est retenu en otage. Que ressentez-vous ?

C.B. : Une profonde injustice. La France ne ménage pas ses efforts pour obtenir sa libération, ni ses gestes de solidarité envers la famille, comme l'ont récemment montré le Président Sarkozy et le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Noam Schalit était dans mon bureau le jour de l'anniversaire des quatre ans d'emprisonnement. Je lui ai remis une lettre du Président de la République.

Sur le fond, nous appuyons totalement la démarche du médiateur allemand pour parvenir à une solution, et notamment à un échange de prisonniers. La France est mobilisée. Je n'irai pas plus loin car en la matière la confidentialité est requise.

J.P. : Pourquoi n'assiste-t-on pas à plus de mobilisation en France, comme ce fut le cas avec l'otage franco-colombienne, Ingrid Betancourt ?

C.B. : Mais cela se produit. En France, des mairies affichent le portrait de Guilad Schalit sur 5 mètres. Récemment encore, une manifestation de soutien avait lieu sur l'esplanade de Chaillot. Je comprends l'impatience et la frustration, l'émotion pour la situation de ce jeune homme qui n'a même pas reçu une seule visite en quatre ans.

J.P. : Quels sont vos attentes et objectifs pour le terme de votre mission comme Ambassadeur de France en Israël ?

C.B. : J'aime ce pays, son énergie, sa turbulence même. Son intensité. Je crois le connaître et le comprendre. J'y ai de nombreux amis. Nous pouvons d'abord apporter notre contribution, nos conseils, notre soutien pour relancer activement le processus de paix, sur ses volets palestinien comme syrien. Je souhaite aussi plus de partenariat économique, notamment en invitant des patrons du Medef. L'éducation doit prendre un nouveau tournant avec une diffusion plus grande du français et le développement des écoles Marc Chagall et du lycée Mikvé Israël. Renforcer le lien envers toutes les communautés françaises du pays. Donner plus de rayonnement encore à la coopération culturelle, en maintenant l'accent sur le cinéma, mais aussi la littérature avec ses jeunes auteurs, français et israéliens, et comme nous l'avons fait récemment lors de la Nuit Blanche, avec la création contemporaine et l'Art Vidéo dans les rues de Tel-Aviv. ■

20 ans
A l'heure où bien des journaux à travers le monde sont confrontés à des problèmes financiers, je suis content d'apprendre que vous fêtez vingt ans d'existence. Et j'en suis d'autant plus heureux que le *Jerusalem Post* est un excellent journal et qu'il joue sur la scène médiatique et politique d'Israël un rôle dont chacun s'accorde à penser qu'il est considérable. Il constitue un lien indispensable de l'Etat d'Israël avec les communautés francophones. Dans le terrible combat que l'Etat d'Israël mène aujourd'hui contre tous ses adversaires, acharnés à le diaboliser, l'existence de votre journal est une nécessité et un signe d'espérance.
Continuez longtemps à nous informer avec talent et intelligence.
Joël Mergui
Président du Consistoire central